

Besoin d'actions ambitieuses face à la crise climatique! Remplissez vos obligations !

Déclaration de mouvements sociaux et de la société civile à l'occasion du déplacement de François Hollande aux Philippines.

La visite de François Hollande, les 26 et 27 février, met de nouveau les Philippines sous le feu des projecteurs internationaux à propos du changement climatique. Nous, les mouvements groupes et organisations de la société civile philippine nous saisissons de cette occasion pour rappeler à la France et aux gouvernements des autres pays développés leur responsabilité historique et actuelle en matière de dérèglements climatiques, ainsi que leurs obligations envers les peuples du Sud et leurs propres citoyens. C'est l'occasion pour nous de réitérer nos demandes d'actions justes et suffisamment ambitieuses afin de rester en deçà de 1,5°C d'augmentation de la température globale et afin d'éviter un changement climatique catastrophique.

Les présidents Hollande et Aquino ont prévu de lancer « un appel de Manille pour le climat ». Afin que cette déclaration ait du sens pour le peuple philippin et pour les populations vulnérables de la planète, elle doit transcrire : 1) un engagement commun pour ne pas dépasser le budget carbone qui permet de rester en deçà de 1,5°C de réchauffement global, 2) un partage équitable de l'effort nécessaire qu'impose le respect de ce budget carbone sur la base des principes de responsabilité historique et de la capacité d'agir respective des pays, 3) le déblocage par la France des financements climat pour les pays en développement comme les Philippines visant à financer l'atténuation, l'adaptation et les pertes et dommages, 4) le transfert de technologies sur la base des principes énoncés dans la convention climat de l'ONU, 5) l'utilisation par le gouvernement philippin de ces financements climat pour leurs objectifs avérés et non pas pour les intérêts des élites philippines. Ce déplacement « climat » du Président français, mettant en avant des « personnalités », ne doit pas se transformer en un nouveau fiasco de promesses et de déclarations non suivies d'effets : il ne doit pas se révéler être un simple coup de publicité. C'est le moment d'exprimer nos revendications justes et légitimes envers à la fois le gouvernement français et le gouvernement philippin, afin qu'ils s'acquittent de leurs obligations et responsabilités respectives envers les populations les plus vulnérables.

Nous exigeons que le gouvernement français pousse l'Union européenne (UE) à mettre en œuvre une politique climatique ambitieuse correspondant à la juste part que l'UE doit entreprendre pour rester dans le cadre du budget carbone des 1,5°C, sur la base de ses responsabilités historiques et capacités actuelles. Ces actions doivent inclure 1) la réduction maximale des émissions domestiques sans avoir recours à de dangereuses pratiques de géo-ingénierie ; 2) le financement d'actions d'atténuation au Sud pour atteindre le niveau d'obligation de réduction de l'UE, à savoir, la partie qui ne peut plus être réalisée au niveau domestique. Nous rejetons les mécanismes de marché utilisés pour compenser les obligations de réduction d'émissions. Nous demandons en outre que la France arrête ses investissements dans le charbon, via les agences de crédit à l'exportation, et abandonne immédiatement son soutien aux énergies sales.

Les politiques nationales et internationales du gouvernement français en matière d'énergie et de combustibles fossiles ne correspondent absolument pas à sa posture d'avocat plaidant en faveur de la lutte internationale contre le changement climatique.

Nous demandons également que le président Hollande fasse en sorte que son engagement de novembre 2014 visant à mettre fin à toutes les formes de soutien financier au charbon soit mis en œuvre immédiatement, notamment via la COFACE, l'agence française de crédit à l'exportation. Nous exigeons également que le gouvernement français défende avec détermination la fin de tous les soutiens au charbon délivrés par les agences de crédit à l'exportation des pays membres de l'OCDE. La consommation de charbon représente 40% des émissions mondiales de dioxyde de carbone. Il n'y a tout simplement pas de place pour de nouveaux projets de centrales au charbon si nous voulons maintenir le réchauffement climatique en dessous des 1,5 degrés.

Nous exigeons de la France et des autres pays développés qu'ils respectent pleinement leurs obligations de financement-climat envers les pays du Sud et les populations de la planète. L'engagement français d'un milliard de dollars pour le Fonds vert pour le climat de l'ONU est loin d'être suffisant. Dans le cas des Philippines, l'un des nombreux pays en développement, un seul super-typhon, le typhon Haiyan, a occasionné des dizaines de milliards de dollars de dégâts.

Enfin, nous exigeons du gouvernement philippin qu'il soit cohérent dans son engagement de lutte contre le changement climatique. Alors que les Philippines ont peu contribué au réchauffement climatique et que ses émissions de gaz à effet de serre ne représentent que 0,31% des émissions mondiales totales, le pays suit pourtant un chemin de « développement » qui est fortement dépendant des énergies fossiles, et qui est orienté vers une croissance qui se fait au détriment des populations et de la planète. Pour rester dans le cadre de notre juste part du budget carbone mondial, le gouvernement philippin doit mener de façon déterminée le pays dans une transition vers les énergies renouvelables et vers un système énergétique propre pour les populations, comme le moyen de mettre en œuvre un système économique juste et soutenable. Nous exigeons du gouvernement des Philippines qu'il abandonne les 59 nouvelles centrales électriques au charbon qu'il envisage de construire et les projets dits de « développement » qui exacerbent la vulnérabilité des plus pauvres aux catastrophes et aux conditions météorologiques extrêmes. Nous exigeons qu'il entreprenne des programmes sérieux et systématiques d'adaptation et de renforcement de la résilience des bâtiments. Nous exigeons que le gouvernement philippin s'engage clairement et fermement dans la lutte visant à obtenir le respect des obligations climatiques des gouvernements des pays développés.

La France et tous les gouvernements doivent satisfaire leurs obligations en matière de climat !
Nous voulons la justice climatique maintenant !

Signé par :

Des groupes philippins

Philippine Movement for Climate Justice (PM CJ)
Alyansa Tigil Mina (ATM)
Focus on the Global South (FGS)
Sanlakas
Kongreso ng Pagkakaisa ng Maralitang Lunsod (KPML)
Our Rivers Our Life
Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA)
Gitib Inc.
Health Care Without Harm Asia

Des groupes français

Attac France
Amis de la Terre France
Confédération paysanne